



À faire la roue devant les patrons, Lepaon y perd des plumes

Lundi 15 décembre 2014

Rénovation de son appartement, de son bureau à Montreuil, indemnité de départ de l'Union régionale CGT de Basse-Normandie lorsqu'il est devenu leader national en mars 2013 : pour la majorité des salariés, des chômeurs ou des retraités aux prises à des fins de mois difficiles, ces révélations ont de quoi choquer. Pour de nombreux syndiqués et militants CGT au salaire et à la carrière bloqués à cause de leur engagement syndical, ou qui subissent la répression, il y a de quoi se sentir floué. Et la démission du trésorier de la CGT, qui avait avalisé ces dépenses, ne changera rien à ce sentiment d'écœurement.

Les fausses indignations politiciennes

Mais quand Manuel Valls en profite pour réclamer « l'exemplarité à tous les niveaux », il ferait mieux de balayer devant sa porte. Le chef du gouvernement « pro-business » déclare être propriétaire d'un modeste F2 à Paris, alors que son appartement ferait plus de 200 m² et vaudrait dans les deux millions d'euros. Et les scandales financiers qui touchent régulièrement la classe politique de droite comme de gauche sont d'une toute autre ampleur que quelques centaines de milliers d'euros.

Quant à Marine Le Pen, la « pourfendeuse » des élites, elle dispose d'un magnifique domaine de 5 000 m² à Saint-Cloud, d'une maison près de Perpignan, de la maison familiale de La Trinité-sur-Mer et d'un appartement (qu'elle loue) à Hénin-Beaumont.

À force de singer ceux qu'il fréquente

Thierry Lepaon est décidément un petit joueur. Et bien plus petit encore comparé aux grands patrons : ses petits privilèges ne valent rien au regard des 16,6 millions d'euros annuels d'Arnaud Lagardère, des 9,7 millions de Carlos Ghosn, ou de la « modeste » paye de 420 000 € du patron du Medef, Pierre Gattaz, comme PDG de Radiall.

Ceux-là ont bien profité d'avoir à la tête de la CGT, et des autres centrales syndicales, des « *syndicalistes de dialogue* », passant leur temps autour des tables de négociations et accompagnant, à coups de « *compromis* » signés sur notre dos, les reculs sociaux qu'on nous impose. L'ex-ouvrier de Moulinex n'a fait que singer ceux qu'il côtoie dans ces sommets, plus préoccupé de ses cravates et du design de son bureau que de la lutte de classe.

En attendant, on nous sert les Macronneries

Partira, partira pas ? Certaines fédérations réclament sa démission, et la question pourrait être tranchée par le « *parlement de la CGT* », convoqué le 13 janvier prochain. Mais pour bon nombre de militants CGT de base, il est clair que Lepaon ne mérite pas leur confiance. Pire, que ses petites affaires sont un coup de poignard dans leur dos.

Elles fournissent ainsi l'occasion rêvée de mener une campagne médiatique contre les syndicats. Campagne qui sert les intérêts du patronat et du gouvernement, plus disposé que jamais à satisfaire les moindres désirs de Gattaz et consorts.

Car pendant ce temps, la « loi Macron » banalise le travail le dimanche et poursuit la politique du gouvernement contre les travailleurs. Des négociations sont en cours entre le Medef et les syndicats sur la prétendue « *modernisation du dialogue social* », en vue de réduire les droits syndicaux dans les entreprises. Et d'autres attaques sont envisagées contre le CDI, les 35 heures.

La pire des démissions

« *Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat* », avait déclaré Thierry Lepaon à la presse en février 2013. Mais le patronat en réclame bien plus. Tendez-lui la main, il vous mangera le bras... Alors, que Lepaon soit ou pas débarqué, n'est qu'une question annexe. L'essentiel est de savoir si la direction de la CGT continuera à démissionner face au combat à mener.

Les militants de base des syndicats et les travailleurs non syndiqués ne pourront compter que sur eux-mêmes, sans attendre les hautes sphères syndicales, pour reprendre le chemin des luttes contre l'offensive du patronat et du gouvernement.

Bulletin NPA Poste Versailles

Nespresso

La Poste a signé des contrats avec Nespresso. Durant leur tournée, certains postiers ont pour tâche supplémentaire, non pas de prendre une pause café avec George Clooney, mais d'assurer la collecte des capsules usagées.

La direction n'a de cesse de presser les agents pour augmenter ses bénéfices.

Mission de l'ONU en Haïti ?

Après des semaines de mobilisation et un mort, les manifestants d'Haïti ont obtenu la démission du premier ministre. Malgré trois ans de retard le président Martelly, installé par les États-Unis, n'a toujours pas éprouvé le besoin d'organiser d'élections législatives et municipales.

Il a pu compter sur le soutien sans faille de l'ONU, dont les soldats ont tiré sur la population. C'est sans doute ce qu'on appelle faire de l'humanitaire.

L'important, c'est la paye

Avec son offre Poste Mobile réservée au personnel, La Poste veut nous faire croire qu'elle nous considère comme des VIP : « *Very Important Postiers* »...

Nous y croirons quand nous aurons des *Very Important Payes* !

Loi Macron : déverrouillons notre colère !

Le ministre de l'économie, ex-banquier d'affaire, Emmanuel Macron a présenté la semaine dernière un projet de loi visant à « *déverrouiller l'économie française* ». Traduction : de nouvelles attaques contre les droits des travailleurs, leurs rémunérations et leurs conditions de travail.

Le nombre maximal de dimanches travaillés dans l'année passera de 5 à 12, sans que la loi fixe le montant de la contrepartie salariale et, évidemment, au « volontariat ». Mais alors que de nombreux salariés ont du mal à boucler leurs fins de mois, on sait ce que vaut le « volontariat ».

Les règles de licenciement seront aussi assouplies... ce qui permettrait de créer « des » emplois après en avoir supprimés ! Les chômeurs, qui n'ont jamais été aussi nombreux, apprécieront cette logique économique imparable.

Gouvernement et patronat ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin : 35h, droits

syndicaux... tout y passe. À quand notre coup de sang ?

États-Unis : Civil rights now !

La mobilisation ne faiblit pas aux États-Unis où des dizaines de milliers de manifestants ont défilé samedi 13 décembre contre l'impunité des crimes policiers.

Trayvon Martin, Eric Garner, Akai Gurley, Tamir Rice, Michael Brown sont les rares cas dont l'assassinat a fait la Une, mais selon le Malcolm X Grassroots Movement, un groupe basé à New York, au moins un homme noir est assassiné par la police ou des forces de sécurité privées toutes les 28 heures. L'élection d'Obama n'y a rien changé : la société américaine reste gangrenée par le racisme. La lutte pour les droits civiques, que ces manifestations relancent, est toujours d'actualité.

Pas de répit pour l'éducation prioritaire

Depuis plusieurs semaines, enseignants et parents d'établissements classés « réseau éducation prioritaire », se mobilisent contre la nouvelle refonte du système. L'objectif du ministère est clair. Sous prétexte de mieux répartir les moyens attribués, il redécoupe les cartes scolaires en retirant finalement des moyens à tous, augmentant le nombre d'élèves par classe.

Pour l'instant il s'attaque aux écoles élémentaires et collèges, en espérant que les lycées -et lycéens- se tiennent au calme. Mais il ne perd rien pour attendre.

France, Italie... mêmes politiques, mêmes combats !

Vendredi dernier, une journée de grève générale a eu lieu en Italie. En cause, le *Jobs Act*, une loi qui prévoit de faciliter les licenciements et de réduire encore les droits des travailleurs. La loi est passée au Parlement, mais dans les principales villes d'Italie, des dizaines de milliers de personnes ont tenu à crier leur indignation.

Gouvernement Hollande, gouvernement Renzi, même tactique : se prétendre de gauche pour mieux nous attaquer. De quoi nous donner des idées de colère sans frontière.

TU L'AS LU, ÇA T'A PLU ? FAIS-LE CIRCULER...